



2021/2 GLOBAL EDUCATION MONITORING REPORT

Non-state actors in education: Who chooses? Who loses?

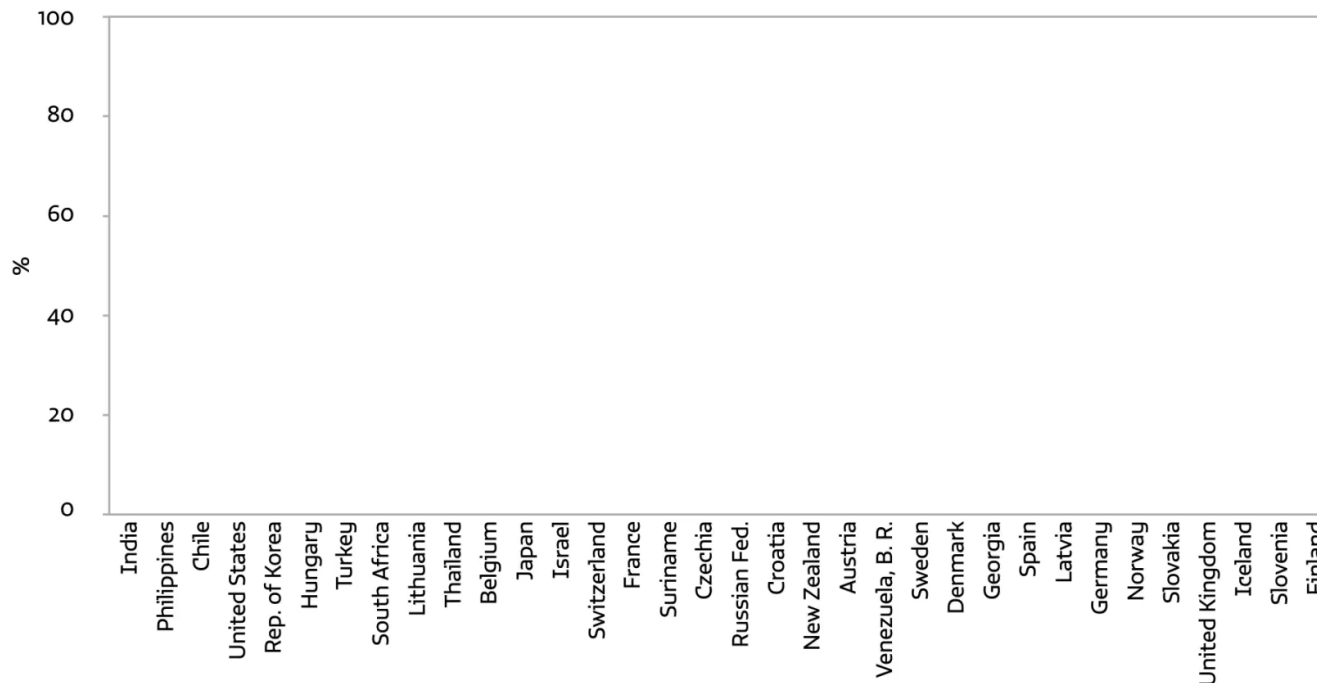


Anna Cristina D'ADDIO
Senior Policy Analyst (Thematic Lead)
GEM Report, UNESCO
Congrès de l'OIEC, 03.12.2022 Marseille

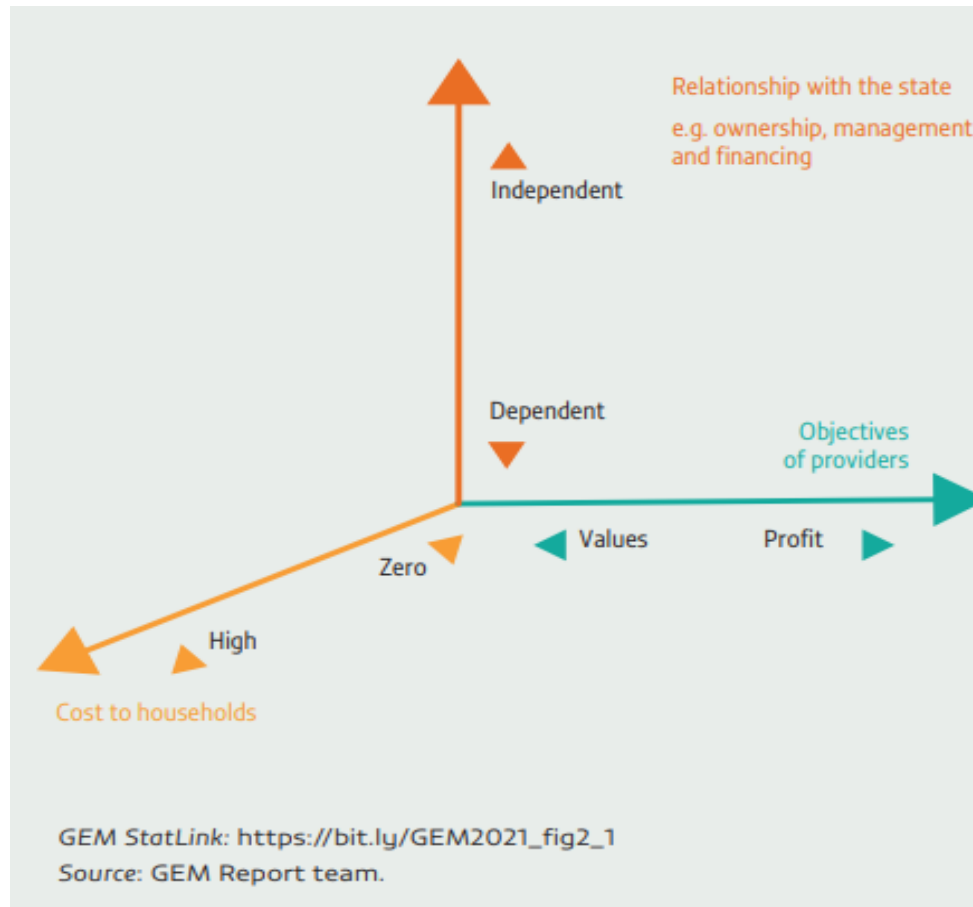


La majorité de personnes supportent l'éducation publique

Neuf personnes sur dix dans 34 pays à revenu intermédiaire ou élevé ont déclaré que la responsabilité première de l'éducation scolaire incombait aux gouvernements



Il existe différentes façons de catégoriser les fournisseurs d'éducation



De nombreux systèmes scolaires ont leurs racines dans les objectifs d'éducation religieuse ou communautaire.

Mythe 1. Acteurs étatiques et non étatiques peuvent être clairement distingués

Les acteurs non étatiques s'engagent

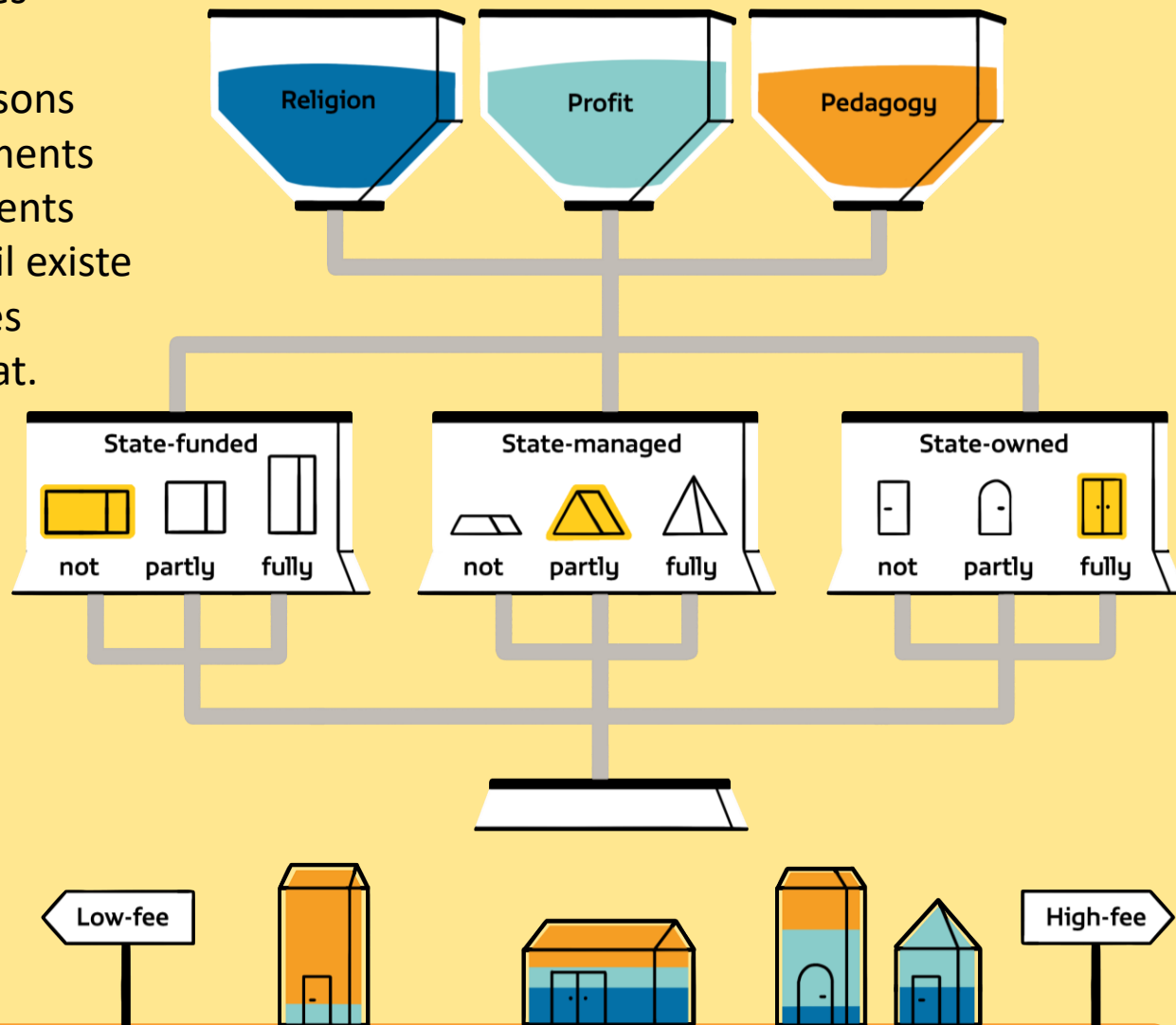
- ▶ pour de multiples raisons
- ▶ dans divers arrangements
- ▶ avec des coûts différents

Dans **171 sur 204 pays**, il existe des écoles non publiques subventionnées par l'État.

Il s'agit notamment :

- ▶ des écoles privées dans 115 pays,
- ▶ des écoles confessionnelles dans 120 pays;
- ▶ des ONGs et écoles communautaires dans 81 pays

There are multiple types of non-state schools

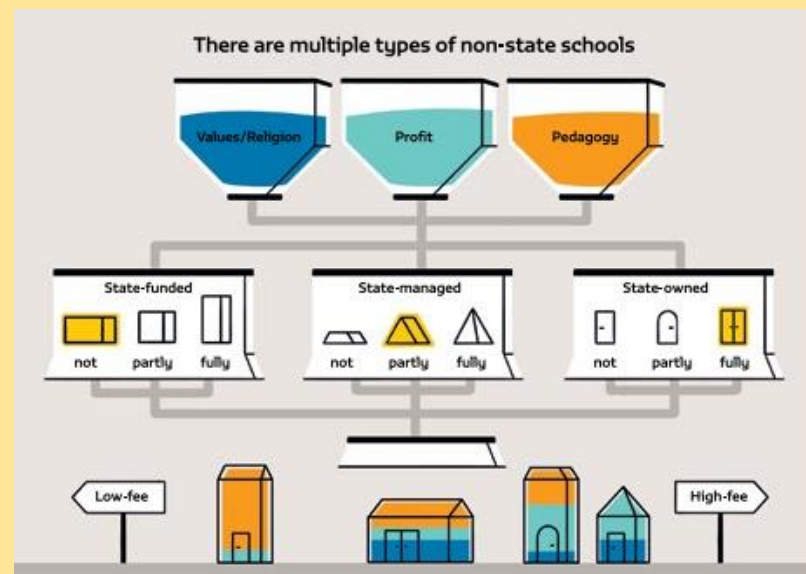


Il existe différentes façons de catégoriser les fournisseurs de services d'éducation

► Une dimension de l'offre non étatique qui n'est généralement pas prise en compte dans les données concerne les acteurs non étatiques qui gèrent des écoles appartenant à l'État.

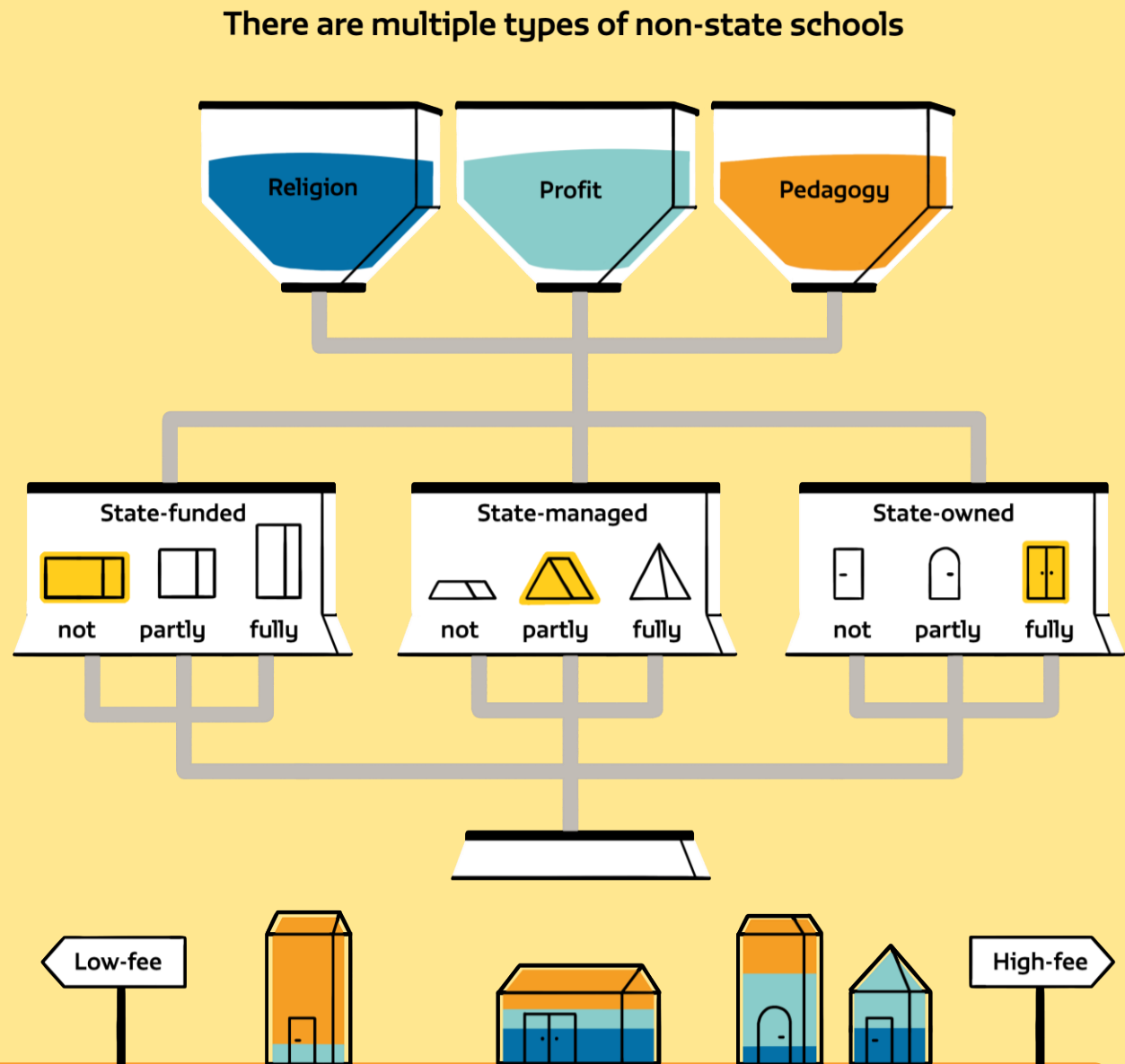
► L'analyse du présent rapport a révélé

1. pour les acteurs privés dans 29 pays sur 96,
2. pour les acteurs confessionnels dans 17 pays sur 83
3. pour d'autres acteurs non étatiques dans 19 des 81 pays



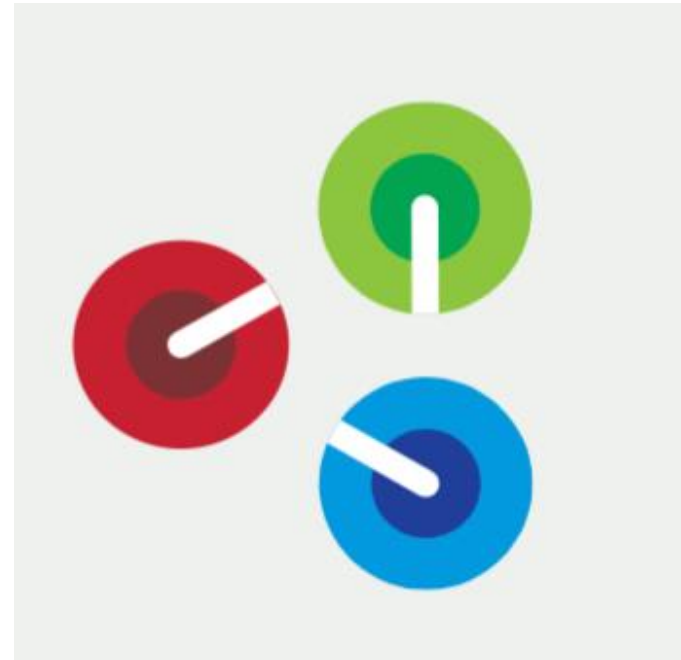
Mythe 2. L'étendue de la participation non étatique est connue

- ▶ Les acteurs non étatiques éduquent 350 millions d'enfants
- ▶ Mais l'implication se présente sous de nombreuses formes et tailles, comme dans le cas du tutorat privé



Les écoles confessionnelles continuent d'être importantes dans une grande partie du monde

- ▶ L'analyse conduite pour le Rapport GEM 2021/2 les a trouvés dans 124 pays sur 196.
- ▶ On estime que les inscriptions mondiales dans les écoles primaires et secondaires catholiques ont augmenté de 43 % entre 1995 et 2016 (Wodon, 2019)
- ▶ Les inscriptions dans l'enseignement supérieur catholique ont atteint 6,5 millions en 2018, contre 1,1 million en 197.



Les écoles confessionnelles continuent d'être importantes dans une grande partie du monde.

- En 2018, 35 millions d'enfants fréquentaient des écoles primaires catholiques, la majorité en Afrique de l'Est anglophone.
 - une école primaire et secondaire sur six est gérée par des confessions chrétiennes au Cameroun, à Madagascar et en République-Unie de Tanzanie, et plus d'une sur deux en République démocratique du Congo et au Rwanda.

- Environ 19 millions étaient inscrits dans des écoles secondaires catholiques, certaines publiques et d'autres privées (Wodon, 2021)
 - L'Inde a le plus grand nombre d'inscriptions dans les écoles catholiques K12, suivie de quatre pays d'Afrique subsaharienne: la République démocratique du Congo, l'Ouganda, le Kenya et le Malawi.
 - 15 pays représentent environ 2/3 des inscriptions mondiales dans les écoles catholiques
 - Dans l'enseignement supérieur, la majeure partie de la croissance a eu lieu dans les Amériques, en Asie et en Europe. Cependant, en termes relatifs l'Afrique a enregistré la plus forte croissance (Wodon, 2021)

... et servent souvent les plus vulnérables

- ▶ En Colombie, UNIMINUTO, une université confessionnelle qui accueille environ 100 000 étudiants, donne accès aux étudiants des quartiers informels, des petites villes et des zones rurales (Casanova et al., 2015 ; UNIMINUTO, 2020).
 - S'appuyant sur cette initiative, le gouvernement a encouragé la création de plus de 200 centres régionaux appelés CERES, qui sont des partenariats entre des établissements d'enseignement supérieur, des gouvernements locaux et des entreprises privées.
- Au Sri Lanka, le réseau Don Bosco, un programme catholique, gère 17 centres dispensant une formation aux garçons à faible revenu.

Les écoles confessionnelles ont été vitales pour l'éducation des filles

- Les missionnaires chrétiens et les ordres catholiques ont joué un rôle déterminant dans la diffusion de l'éducation des femmes dans les années 1800 et au début des années 1900.
- Dans de nombreux pays, par exemple, ils sont les principaux fournisseurs de soins et d'éducation pour les enfants de moins de 3 ans. En Allemagne, sur les 73% d'inscriptions dans les établissements privés en 2017, environ 1/3 des prestataires étaient d'église catholique ou protestante



Credit: Rakib Bin Shahid

Mythe 3. L'éducation publique est équitable

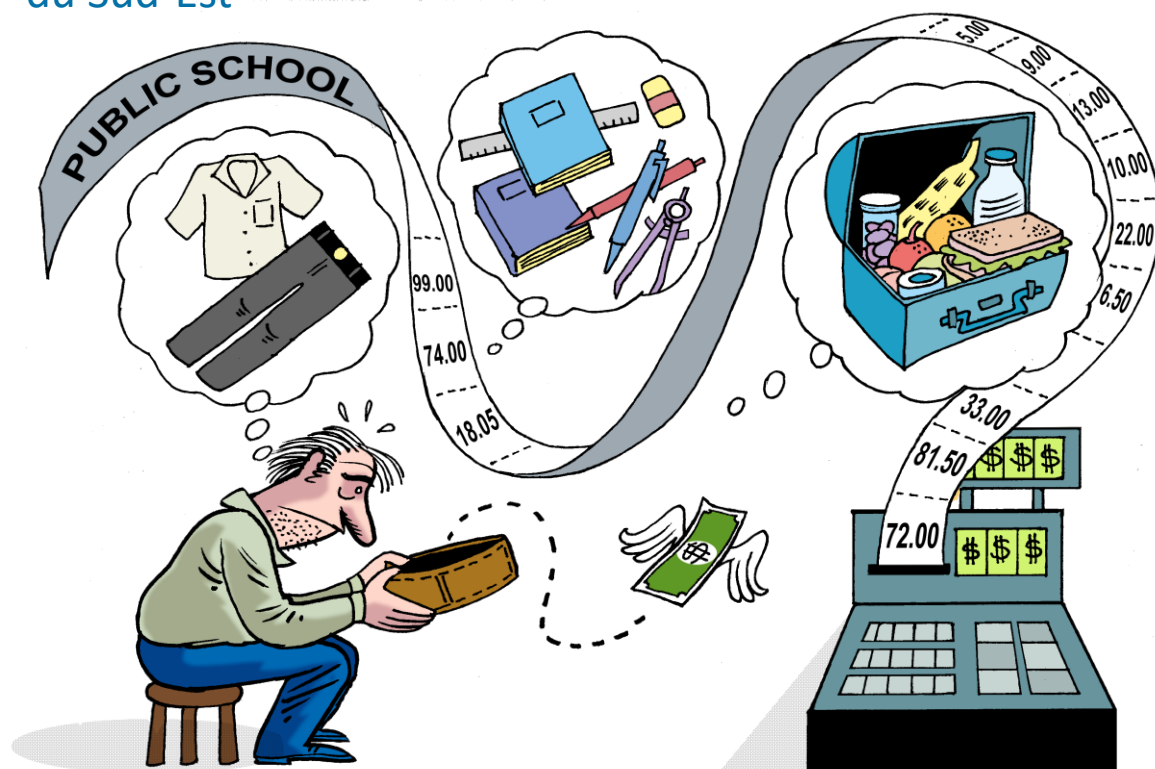
Les ménages doivent faire face à des coûts pour l'éducation

Les ménages représentent 30 % des dépenses totales d'éducation dans le monde et 32 % en Asie de l'Est et du Sud-Est

Environ 8 % des ménages empruntent pour payer l'éducation

20% en Thaïlande et

36 % aux Philippines

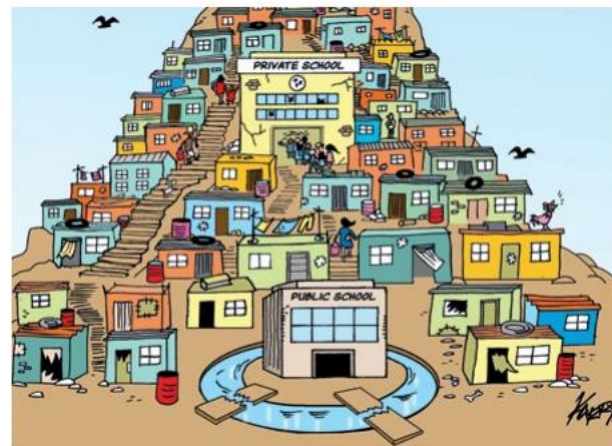


À Morogoro (République-Unie de Tanzanie), les frais, en PPP est de
444 dollars US pour les école à but lucratif,
302 dollars US pour celles confessionnelles
253 dollars US dans les communautaires
246 dollars US dans les écoles des ONG

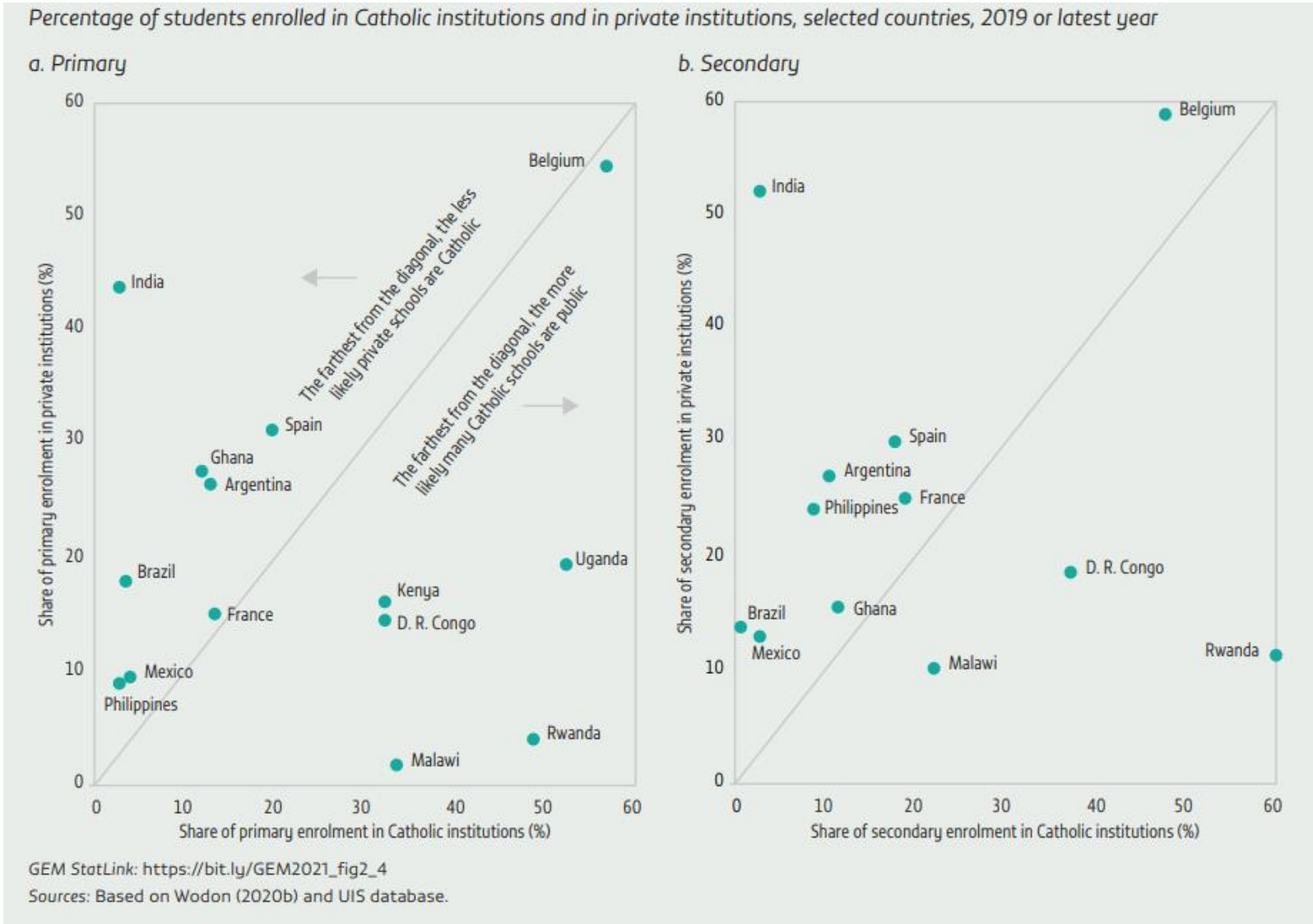
Mythe 4. Le secteur privé est responsable de la privatisation

La plupart des écoles ont un seul propriétaire et ont émergé en raison de préoccupations concernant la qualité des écoles publiques

- ▶ Les organisations religieuses peuvent créer des écoles privées à faible coût, par exemple dans des contextes post-conflit et à faible revenu.
- ▶ Souvent, ils les accompagnent d'un financement important et d'autres soutiens d'intermédiaires financiers confessionnels.
- ▶ Edify, une entreprise sociale confessionnelle, s'efforce d'améliorer et d'étendre l'éducation chrétienne à l'échelle mondiale, en promouvant également des écoles privées à faible coût. Elle est active au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana, au Libéria, au Rwanda et en Ouganda, en Afrique subsaharienne ; la République dominicaine, le Guatemala et le Pérou, en Amérique latine; et le sud-ouest de l'Inde.
- ▶ En Ouganda, depuis 2019, atteint près de 700 écoles;.
- ▶ Au Ghana, travaille avec environ 700 écoles (Brion, 2020) et leur fournit des capitaux pour se développer, en partenariat avec des micro-prêteurs locaux. A également contribué à la construction de salles de classe et offre une formation aux enseignants et une formation en comptabilité et en direction d'école aux propriétaires d'écoles



Les écoles catholiques ne sont pas toujours privées



Les politiques publiques à l'égard des écoles confessionnelles varient

- Le gouvernement et les Églises peuvent coopérer sur toutes les dimensions des systèmes éducatifs, y compris les processus d'admission, les qualifications et les salaires des enseignants et le contrôle des normes des programmes scolaires, bien que cette coopération soit plus efficace dans certains pays que dans d'autres
- Au Cameroun, 26% des écoles sont gérées par l'église.
 - Le gouvernement n'a pas remboursé aux églises les salaires des enseignants, la formation et la construction d'écoles, ce qui a suscité des demandes d'indemnisation dans le cadre des négociations sur l'allègement de la dette.
 - Comme le système d'éducation de l'Église dépend des frais de scolarité, les enseignants ne sont souvent pas correctement payés, en particulier dans les régions où la population est plus pauvre (Lange et al., 2021 ; Wodon, 2020).

Les politiques publiques à l'égard des écoles confessionnelles varient

- ▶ À Madagascar, où les écoles confessionnelles jouent un rôle important dans le système éducatif, le ministère de l'Éducation supervise les directions de chacune des trois confessions : catholique, protestante et musulmane ; L'État paie une partie des salaires des enseignants.
- ▶ La République démocratique du Congo a nationalisé les écoles religieuses en 1974, mais en 1977, l'État et quatre communautés religieuses – catholique, protestante, kimbanguiste et musulmane – ont signé une convention introduisant un système détenu et réglementé par l'État mais géré conjointement (Scheunpflug et Wenz, 2021).
 - ▶ La gestion est complexe et certains changements récents peuvent rendre plus difficile l'obtention de financement.
- ▶ Au Kenya, les églises ont transféré leurs écoles aux autorités locales en vertu de la loi de 1968 sur l'éducation, devenant plutôt des *sponsors*. L'autorité de l'État sur les écoles s'est accrue et chaque nouveau conseil d'éducation de comté a le droit de nommer les présidents des conseils d'administration des écoles et la Commission des services aux enseignants a le pouvoir de nommer les chefs d'établissement, ainsi qu'un rôle plus important dans leur gestion.

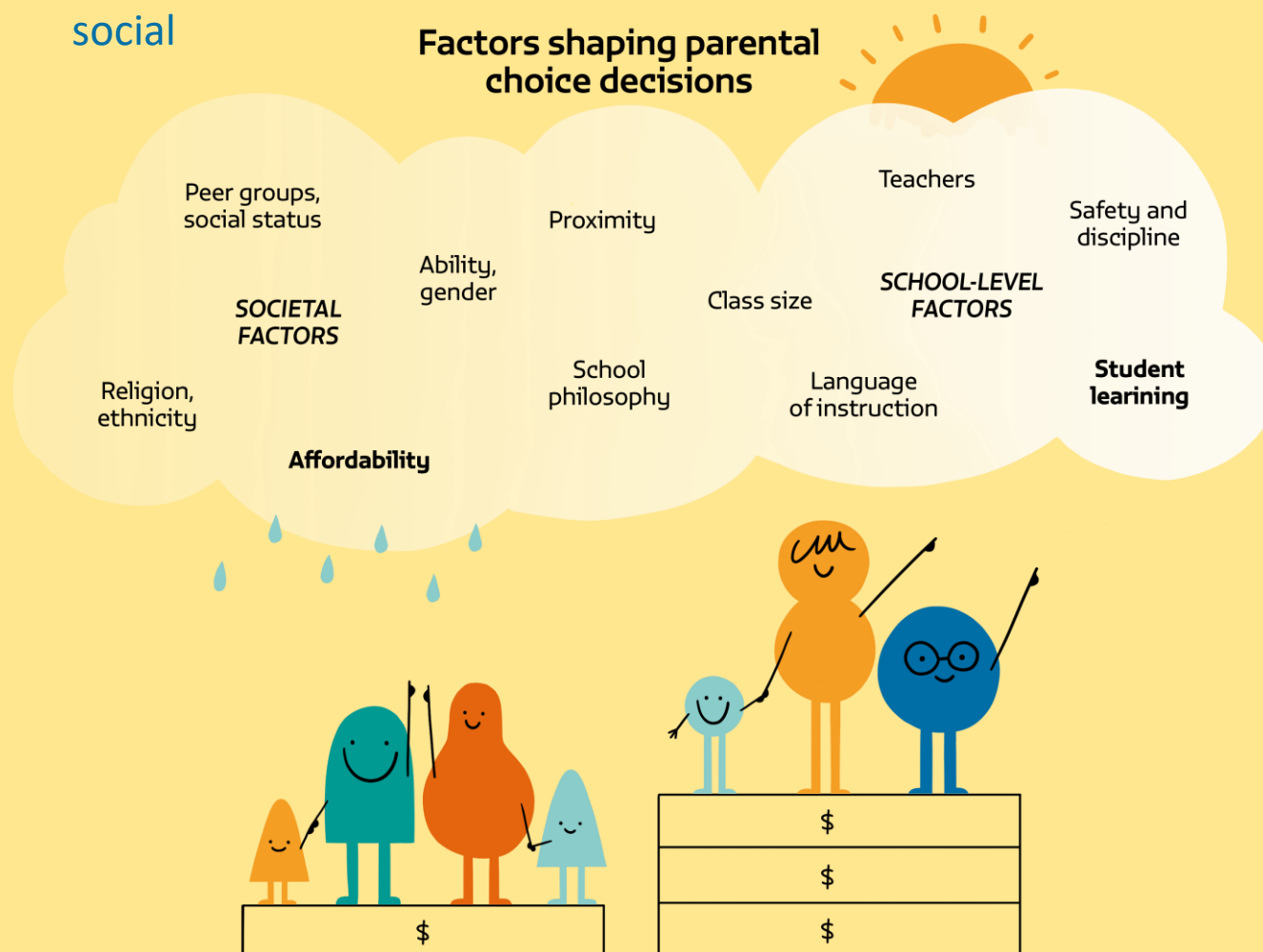
Les politiques publiques à l'égard des écoles confessionnelles varient

- ▶ Au Rwanda, les écoles catholiques non gérées par des ordres religieux ont été nationalisées en 1966.
 - ▶ Il existe une forte coopération entre l'Église et l'État. Le gouvernement paie les salaires des enseignants dans les écoles gérées par l'église. Dans l'enseignement primaire et les écoles secondaires subventionnées par l'État, les frais de scolarité sont interdits. Les écoles confessionnelles non publiques, classées comme écoles subventionnées par l'État, reçoivent une aide pour la construction et la rénovation.
- ▶ En République-Unie de Tanzanie, toutes les écoles ont été nationalisées sous le régime du parti unique, mais les écoles chrétiennes sont devenues indépendantes après 1985.
- ▶ Dans d'autres pays, la situation est également différente. En Belgique et aux Pays-Bas par exemple les écoles catholiques appartiennent à l'État et sont financées par l'État.
- ▶ Depuis 1976, le ministère salvadorien de l'Éducation verse des salaires à certains enseignants catholiques. Le gouvernement fixe un quota de postes d'enseignants; Les archidiocèses décident comment les répartir entre les écoles.

Mythe 5. Les parents fondent le choix de l'école sur des informations solides sur la qualité

En Malaisie, l'emplacement et l'origine ethnique déterminent les décisions parentales

Au Népal, le choix d'une école publique a des ramifications négatives sur le statut social

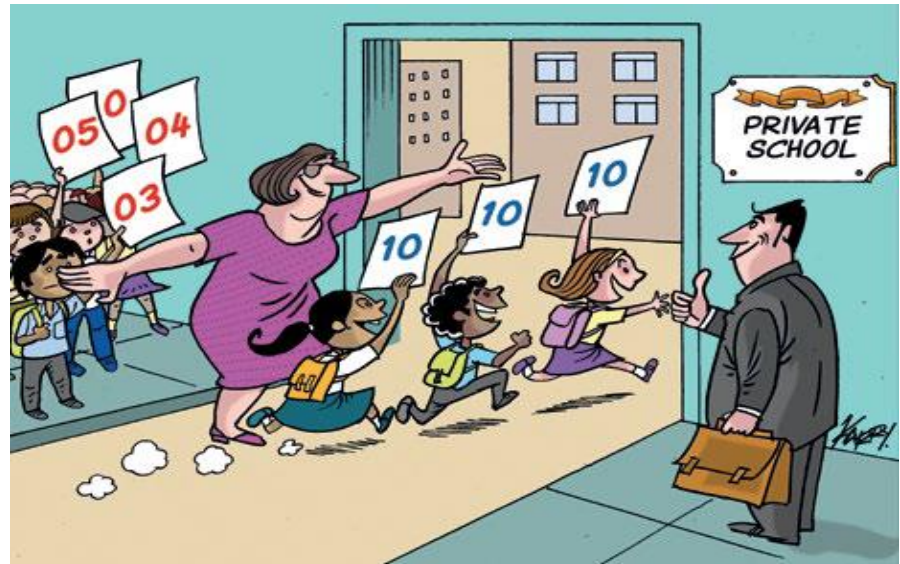


La religion, l'ethnicité et la culture comptent aussi

Dans sept pays d'Afrique subsaharienne, les taux de satisfaction des parents étaient plus élevés pour les écoles confessionnelles que pour les écoles publiques.

Mythe 7. Les écoles et les universités privées sont meilleures

- ▶ L'admission des élèves par type d'école varie selon le statut socioéconomique
- ▶ Les écoles privées ont tendance à
 - ▷ bénéficier de plus ressources
 - ▷ sélectionner les étudiants
- ▶ La prime des écoles privées diminue de moitié à deux tiers après prise en compte de la richesse et de la sélection... avant même de contrôler l'aspiration parentale



L'analyse des données d'une grande université publique américaine a révélé que **les élèves des écoles secondaires catholiques, y compris ceux issus de milieux défavorisés, étaient plus susceptibles d'obtenir un diplôme en sciences, technologie, ingénierie ou mathématiques que ceux qui avaient fréquenté d'autres écoles religieuses privées, d'autres écoles secondaires privées non confessionnelles et publiques.**

La crise de la COVID-19 a fortement influencé les conditions de travail des enseignants du secteur privé

- ▶ Suite à la fermeture des écoles et au non-paiement des frais de scolarité, les propriétaires d'écoles ont eu du mal à payer les enseignants.
- ▶ Dans l'État indien du Karnataka, l'Associated Management of Primary and Secondary Schools a révélé qu'en septembre 2020, 50 % des enseignants avaient été licenciés et que les 50 % restants avaient un demi-salaire (Shrinivasa, 2020).
- ▶ Des problèmes similaires ont été constatés pour les écoles catholiques du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo, qui ont été confrontées à de graves contraintes financières entraînant de sérieuses difficultés à assurer la rémunération des enseignants (Lange et al., 2021 ; Wodon, 2020).

Mythe 7. Les écoles et les universités privées sont meilleures

- ▶ Certains pays ont des universités non étatiques de premier plan, telles que les institutions de l'Ivy League aux États-Unis et les universités catholiques en Amérique latine et dans d'autres parties du monde (Altbach et al., 2021).
- ▶ Dans les pays ayant une longue tradition d'enseignement supérieur religieux, il est courant que les institutions soient à la fois affiliées à une religion et d'élite.



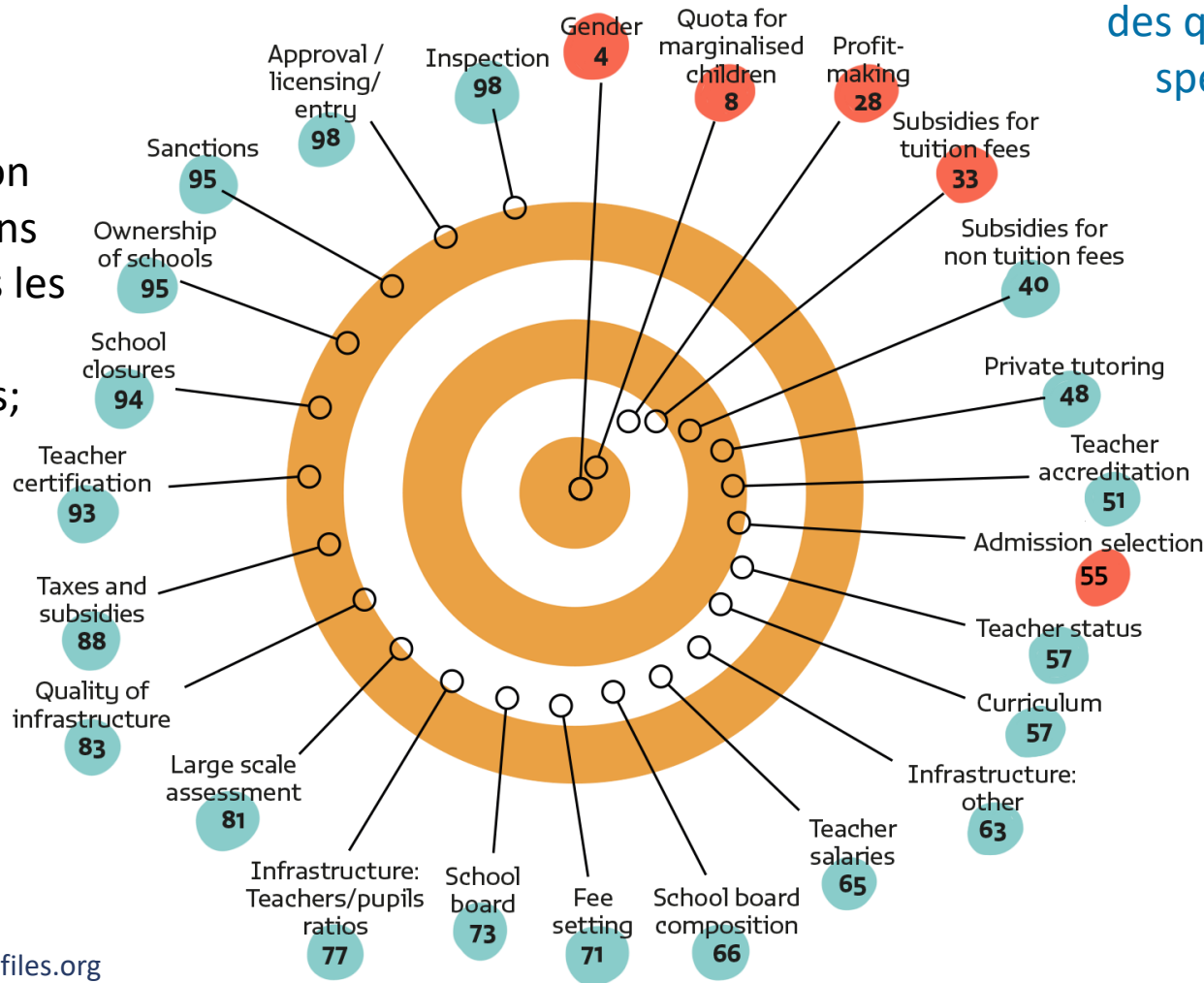
En République démocratique du Congo, les institutions les plus prestigieuses sont, et ont été historiquement, religieuses (Gérard, 2020)

Mythe 10. La réglementation peut résoudre tous les problèmes concernant les acteurs non étatiques

Pourcentage de
pays avec
Règlements sur
des questions
spécifiques

Peu de pays
surveillent et
agissent sur

1. la ségrégation
2. les admissions sélectives dans les écoles;
3. les dépenses;
4. tutorat;
5. lobbying



PEER

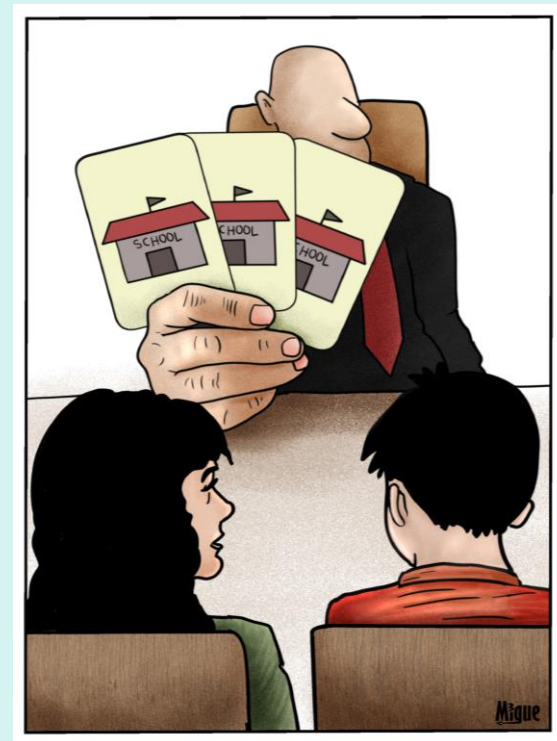
www.education-profiles.org

La religion est traitée de diverses manières dans les systèmes éducatifs

- ▶ Des difficultés peuvent survenir lorsqu'il s'agit de questions telles que le programme d'études, la sécurité et les admissions
- Certains pays mettent l'accent sur l'éducation laïque dans les écoles publiques et non publiques. En France, qui adhère au principe de laïcité, la religion n'est pas enseignée comme matière scolaire.
- A Fidji, la loi de 1978 sur l'éducation autorise les écoles à dispenser un enseignement religieux non obligatoire, mais la plupart des matières doivent rester laïques ou l'institution risque de ne pas être reconnue comme une école.
- À Tuvalu, le Ministre approuve le programme des deux écoles non gouvernementales après consultation du Comité consultatif sur l'éducation; le directeur de l'éducation peut annuler leur inscription si le programme d'études s'en éloigne de façon persistante et matérielle ou si l'instruction religieuse n'est pas fournie dans le cadre du programme d'études.
- Aux Pays-Bas, les écoles confessionnelles privées, contrairement aux écoles publiques, peuvent prescrire des principes auxquels les enseignants et les élèves doivent adhérer, mais ne peuvent pas discriminer sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre.

Cinq recommandations

... pour établir un environnement politique et réglementaire favorable, fondé sur des normes, des informations, des incitations et la responsabilisation



Respecter l'engagement de rendre gratuite 1 an d'enseignement préprimaire et 12 ans d'enseignement primaire et secondaire

- Financé par l'État ne signifie pas nécessairement fourni par l'État...
- ... Mais les gouvernements doivent garantir les mêmes conditions à tous les élèves :
- Les écoles financées par le gouvernement ne facturent pas de frais de scolarité
- Les écoles ne sélectionnent pas les élèves
- Il n'y a pas de but lucratif dans l'enseignement primaire et secondaire

67 % des pays réglementent les frais des acteurs non étatiques

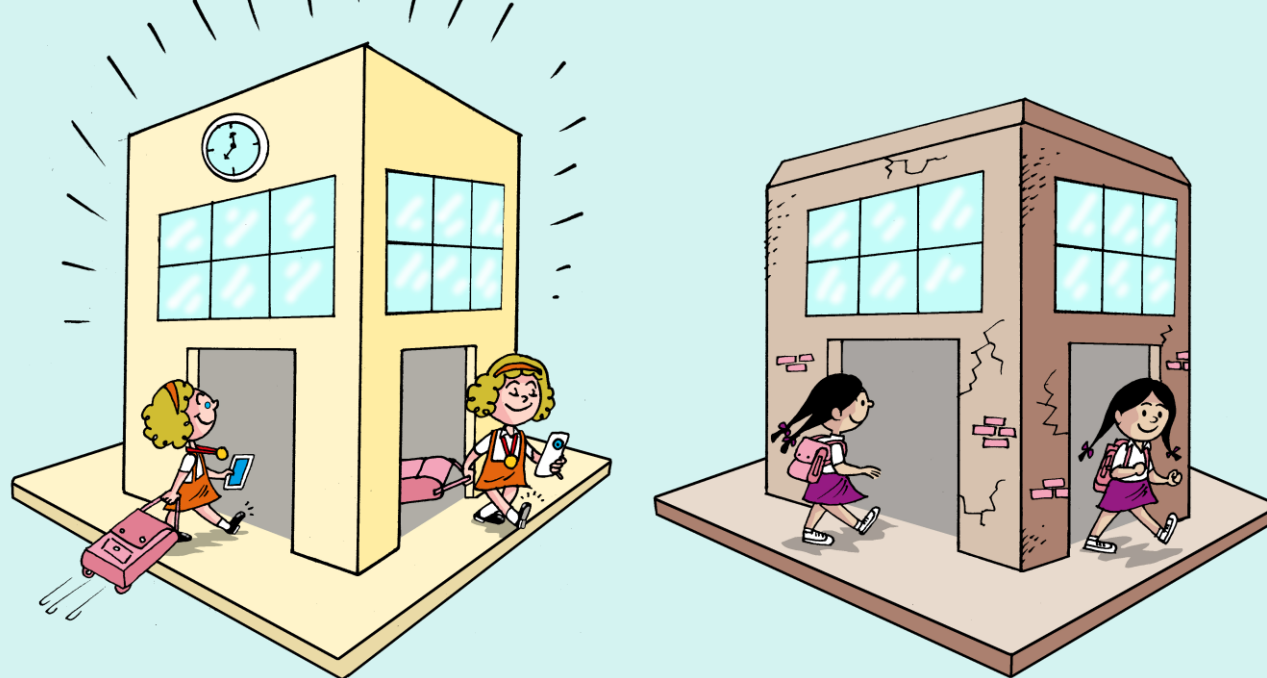
55 % des pays empêchent les admissions sélectives

27 % des pays interdisent explicitement la réalisation de profits



Établir des standards qui s'appliquent à tous les établissements d'enseignement publics et non étatiques

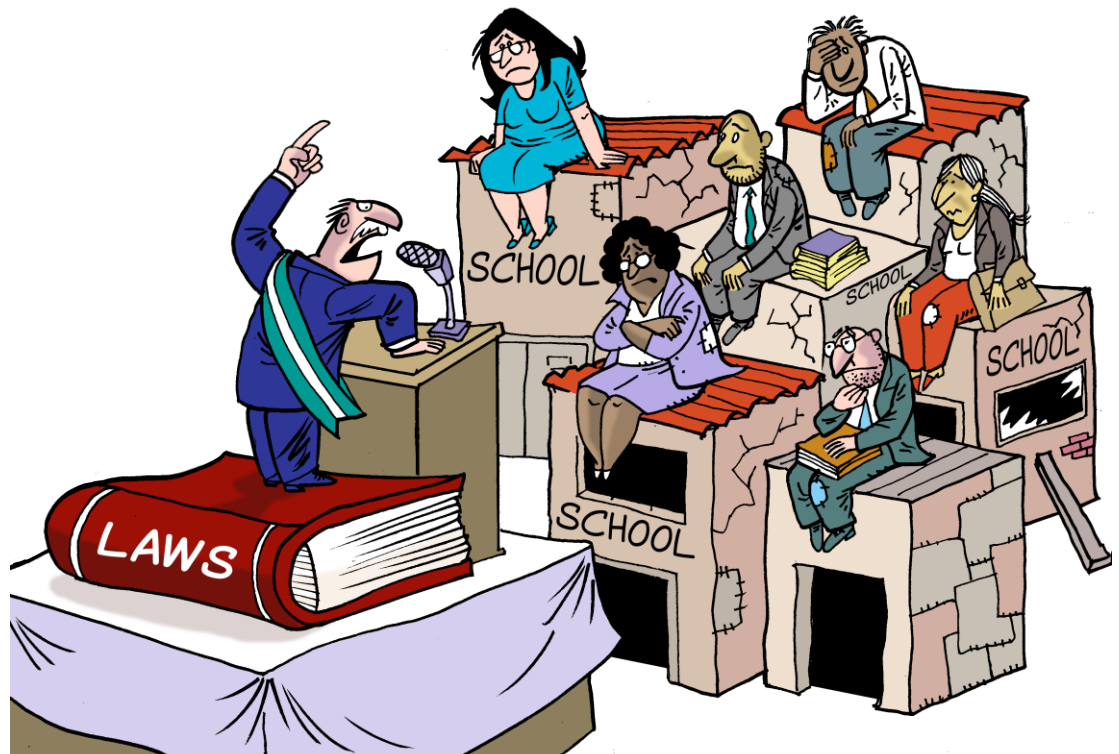
- Les normes devraient couvrir non seulement les intrants, mais aussi les processus et les résultats
- Les enseignants devraient être considérés comme des professionnels dans toutes les écoles
- Les mécanismes d'assurance de la qualité devraient surveiller et faire respecter les normes
- Le tutorat privé ne devrait pas nuire à l'équité et à la qualité du système



Appliquer des processus communs de suivi et de soutien aux institutions étatiques et non étatiques

- ▶ Les réglementations sont souvent peu pratiques et ne protègent pas les personnes défavorisées
- ▶ Avoir une vision claire de la manière d'impliquer les acteurs non étatiques; être honnête sur les causes du phénomène à réguler
- ▶ Utiliser des réglementations simples, transparentes et efficaces

Un audit réalisé dans le Jharkhand, en Inde, a révélé que 64 % des écoles privées (547) ont demandé la reconnaissance, mais que seulement 18 % ont satisfait aux exigences. Au Sri Lanka, seules 7 des 389 écoles internationales étaient enregistrées ou reconnues



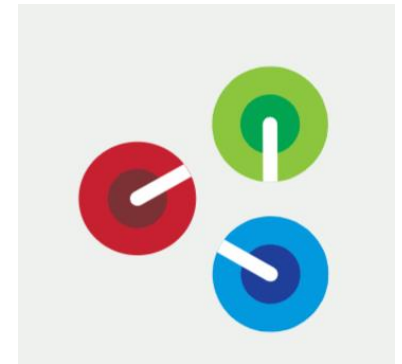
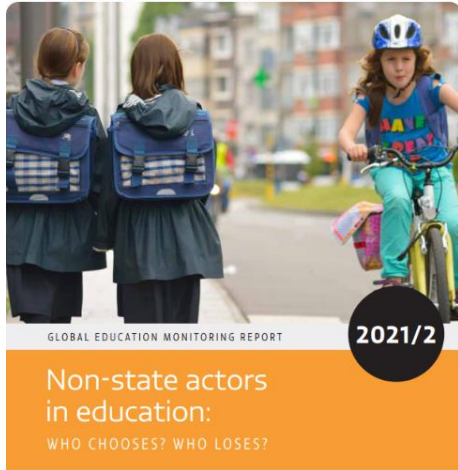
Aider l'innovation à se répandre dans le système éducatif

- ▶ Aucun acteur n'a le monopole des bonnes idées
- ▶ Mais il ne devrait pas y avoir de concurrence entre les fournisseurs dans l'éducation
- ▶ Les gouvernements devraient identifier, tester et adopter les bonnes idées dans toutes les écoles



Maintenir la transparence et l'intégrité du processus d'élaboration des politiques d'éducation publique

- Donner à toutes les voix une chance égale
- Surveiller et protéger contre les pratiques de lobbying



[Education-profiles.org](https://www.education-profiles.org)

Merci!

[E-mail: ac.daddio@unesco.org](mailto:ac.daddio@unesco.org)

[Bit.ly/2021gemreport](https://bit.ly/2021gemreport)